

DÉBUT DE VACCINATION CONTRE LA GRIPPE A

Réticences du corps médical

La première phase de la campagne de vaccination qui concernera le personnel médical a débuté hier. Début très timide dans les centres de vaccination. C'est donc un petit départ puisque le corps médical semble hésitant. Certains se disent ne pas vouloir être des «cobayes».

Salima Akkouche –Alger (Le Soir) – Après Said Barkat et les cadres de son ministère, c'est au personnel de la santé publique, parapublique et privée, de se faire vacciner contre le virus de la grippe A/H1N1. A onze heures, à la polyclinique Mira de Bab-El-Oued, c'était déjà l'effervescence. Les va-et-vient n'ont pas cessé dans les grands couloirs de cette polyclinique publique. A notre arrivée le directeur s'appêtait à sortir. Pour nous orienter il a dû rebrousser chemin pour nous mener vers le service de vaccination contre la grippe A. «Je me suis fait vacciner ce matin. Je n'ai aucun doute sur l'efficacité du vaccin. Le fait que sa certification a tardé prouve qu'ils ont pris tout leur temps pour le contrôle», a-t-il précisé. Pour nous montrer que la campagne de vaccination se déroule dans de bonnes conditions, le sous-directeur a tenu à se faire vacciner devant les journalistes. «C'est un vaccin comme tous les autres vaccins. Je fais confiance aux trois laboratoires qui ont conclu à sa

conformité. Alors pourquoi j'en douterais ?». Persuasif, ce dernier a convaincu un certain nombre d'employés de la polyclinique de se faire vacciner. Mais ce n'est pas le cas de cet infirmier qui a préféré observer ses collègues se faire vacciner au lieu de se prêter lui-même à cette opération. Les assurances du personnel déjà vacciné ne lui ont pas fait changer d'avis. Il n'est pas question pour lui d'être un cobaye. «Je ne connais pas ce vaccin. Même si tout le monde décide de se faire vacciner, moi je ne le ferai pas. Du jour au lendemain, ils nous disent qu'ils ont réussi à trouver un vaccin contre cette grippe. Sont-ils sûrs de son efficacité et qu'il n'y aura pas d'effet secondaire par la suite ?» s'interroge-t-il. Cet avis est partagé par un nombre important de membres du personnel que nous avons interrogés. A l'hôpital El Kettar, la règle ne change pas. Si la vaccination ne débutera qu'aujourd'hui en raison de toutes les procédures administratives à suivre, le personnel hésite



Photo : Samir Sld

encore. Au service de consultation de la grippe, c'est décidé, ils ne comptent pas se faire vacciner. La raison ? «Nous sommes en contact avec les malades depuis le mois de juin dernier et nous

ne sommes pas touchés par la grippe. Alors pourquoi se faire vacciner aujourd'hui avec un vaccin dont on ignore les effets secondaires ?» ont-il expliqué. Selon le Pr Dhif, chef de service infectieux à El

Kettar, les consultations pour des syndromes grippaux commencent à diminuer. Ainsi, selon lui, les consultations sont passées de 600 par semaine à près de 100, ajoutant que depuis le mois de juin

dernier, soit depuis le début de la pandémie, aucun décès lié à la grippe porcine n'a été enregistré dans ce service. Lors de notre virée dans ce service, nous avons constaté que la plupart des lits étaient vides. A l'hôpital Mustapha Pacha, ce n'est pas non plus le rush au service ORL où la vaccination se déroule. Une vingtaine de personnes du corps médical se sont fait vacciner depuis ce matin d'après l'agent vaccinateur. Avant de reconnaître qu'elle-même n'est pas près de se faire vacciner. «Je préfère laisser mon système immunitaire fonctionner. Quant au vaccin, je ne suis pas près de me le faire injecter», affirme-t-elle.

La même détermination s'affiche sur le visage d'un autre médecin. «Si j'ai une grippe, je la laisse passer. Mais il n'est pas question de me faire injecter ce vaccin qui me semble douteux», a-t-il affirmé. Il semblerait que la confusion qui a entouré le vaccin a dissuadé une grande partie du personnel médical de se faire vacciner. Du côté des directions générales des établissements de santé, l'on préfère garder espoir. «Même en France, au début de la vaccination, le personnel de la santé n'était pas convaincu mais ils ont fini par faire la queue», ont-ils déclaré.

S. A.

KHENCHELA

Trois cas de grippe A confirmés et deux morts enregistrés

Les responsables du secteur de la santé de la wilaya de Khenchela ont annoncé avoir enregistré trois cas confirmés de personnes atteintes du virus A/H1N1.

Deux d'entre elles sont mortes au niveau de l'établissement hospitalier Ali-Boushaba, du chef-lieu de la wilaya. Il s'agit d'une femme enceinte, âgée de 28 ans, demeurant à Tamza, à 60 km au sud de la wilaya, et un

jeune étudiant à l'université de Batna et demeurant à Khenchela, qui ont été transférés d'urgence vers cet établissement hospitalier suite à une forte fièvre, des maux de tête et des courbatures et ont été mis en quarantaine par le staff médical.

Les responsables sanitaires ont déclaré que la femme enceinte était dans un état critique et a rendu l'âme quelques heures après son arrivée à l'hôpital car elle souffrait de

troubles respiratoires au moment de son admission. Pour le deuxième cas, les mêmes responsables ajoutent que le jeune étudiant a été évacué vers la même structure et des prélèvements ont été effectués sur ce patient et ont été envoyés à l'Institut Pasteur.

Malheureusement, le jeune homme est décédé après 72 heures passées au service réservé à ce genre de cas. Sa contamination par le virus AH1N1 a été confirmée par la

même institution. Le troisième cas a été pris en charge par les médecins et la patiente évacuée au même établissement se trouve en bonne santé, selon les responsables médicaux qui sont intervenus sur les ondes de la radio locale de Khenchela. A noter que le wali de Khenchela a instruit les services directement concernés, à savoir la santé, l'éducation et l'inspection vétérinaire, de rester vigilants.

Benzaïm Abdelouahab

CONSEIL NATIONAL DU CNAPEST

Trois dossiers à l'ordre du jour

Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (CNAPEST), s'est réuni hier à Alger en session extraordinaire. La rencontre intervient pour débattre des projets traités par les trois commissions, à savoir le régime indemnitaire, les œuvres sociales et la médecine du travail.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le compte rendu des trois commissions sera, selon Messaoud Boudiba, secrétaire national de l'information et de la communication auprès du Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (CNAPEST), consulté et évalué par le conseil national dudit syndicat.

Ainsi, une stratégie sera mise en place pour la concrétisation de ces revendications.

Le premier dossier à l'ordre du jour est celui du régime indemnitaire. Un dossier qui passera par la commission ad hoc, composée par le ministère de l'Education, celui des Finances et la direction de la fonction

publique.

«Cette commission va finaliser le dossier du régime indemnitaire avant qu'il passe devant le gouvernement pour donner son accord, puis publié au Journal officiel afin qu'il puisse être appliqué», explique Messaoud Boudiba.

Le syndicat autonome propose le maintien des anciennes indemnités et primes (IAPP, IEP, qualification, documentation) et leur calcul sur la base de pourcentages à partir du salaire de base des enseignants et professeurs.

Autres doléances du CNAPEST, ajouter quatre nouvelles indemnités : l'indemnité de suivi d'évaluation et d'orientation, l'indemnité de

contraintes pédagogiques et sociales, l'indemnité de socialisation et l'indemnité d'activité et tâches complémentaires. Celles-ci, précise le représentant du CNAPEST, seront également calculées de la même façon que les précédentes.

Concernant les œuvres sociales, elles seront traitées par une commission composée des représentants

des syndicats (CNAPEST et INPES) et du ministère de l'Education. Cette instance décidera de la gestion des œuvres sociales.

A ce sujet, le CNAPEST souligne que «l'administration doit être exclue de la gestion des œuvres sociales et que les syndicats puissent assurer une fonction de contrôle».

Il insiste également sur la dési-

gnation des membres de la commission de gestion qui seront élus.

Quant au dossier de la médecine du travail, l'organisation syndicale estime qu'il est impératif de mettre en place un centre de médecine du travail dans chacune des 50 académies de l'éducation à travers le territoire national.

R. N.

COMMISSION AD HOC

Le CNAPEST appréhende ses décisions

Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (CNAPEST) affiche son appréhension quant à la décision de la commission ad hoc. Le syndicat se dit avoir déjà vécu une «mauvaise expérience» lors de l'élaboration du statut particulier de l'éducation.

Celui-ci, selon le CNAPEST, n'a pas satisfait leurs revendications. C'est ainsi que le syndicat a demandé à être représenté comme observateur au sein de la commission ad hoc. Une demande qui a été rejetée car le décret qui détermine ce régime ne le permet pas.

R. N.